

“Pour décrocher le CEB en fin de sixième primaire, il faudra 60% des points”

■ Charles Michel dit non à “tout ce qui tire l’enseignement vers le bas” et met l’enseignement au cœur de la campagne.

Entretien Monique Baus

Aucun doute, la campagne électorale bat son plein et l’enseignement en est l’un des grands thèmes. Avec sa casquette de patron du MR, Charles Michel affiche sur son compte Twitter les dix propositions concrètes de son parti pour l’école. “L’enseignement est la clef de voûte pour le succès de notre pays, affirme-t-il. C’est pourquoi nous voulons engranger un projet positif qui vise à réenchanter l’école.”

Pourquoi dites-vous “réenchanter” ?

Parce que, depuis quinze ans, il y a systématiquement eu, pour l’enseignement, une stratégie de nivellement par le bas, sous couvert d’égalitarisme. Nous n’en voulons plus ! Il faut faire en sorte de relever la qualité de l’école. Nous croyons au soutien à l’effort, au mérite, à l’excellence. Or, depuis le dernier ministre libéral de l’Éducation, Pierre Hazette, ces valeurs, essentielles pour l’égalité des chances, sont méthodiquement combattues. L’école mérite mieux.

Avez-vous un exemple concret ?

Prenez l’allongement du tronc commun pour tous jusqu’à quinze ans, actuellement examiné par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette mesure, néfaste pour la qualité de l’enseignement, est strictement idéologique. Issue en droite ligne du programme du PS lors des élections précédentes, elle va tirer le système encore davantage vers

le bas. Les élèves qui ont plus de difficultés ne seront pas orientés correctement assez vite, et ceux qui ont du potentiel seront freinés dans leurs capacités. Bref, tout le monde y perdra. Nous disons donc non à cet allongement, tout en bataillant pour faire reconnai-

tre l’intelligence de la main et valoriser les métiers techniques et professionnels qui constituent des gisements d’emplois.

Donc, au cas où le projet de décret Tronc commun passe la barre du Parlement d’ici là, comptez-vous l’annuler si vous êtes à la manœuvre après les élections ?

Nous le remettrons clairement en cause. Dans le même ordre d’idées, nous souhaitons renforcer le CEB (certificat d’études de base) certifiant en fin de 6^e primaire. Pour faire réussir plus de monde, on en a régulièrement abaissé le niveau. Nous voulons faire le contraire. Pour décrocher le certificat, il faudra 60% des points (Ndlr : actuellement 50%). Nous sommes déterminés à élever les exigences concernant les connaissances de base (lecture, écriture, calcul).

Le retour des savoirs est justement au cœur du Pacte pour un enseignement d’excellence qui a mobilisé énormément de forces et d’énergie. Que pensez-vous des directions et changements dessinés ?

À l’origine, les objectifs du Pacte étaient louables mais il a été dévoyé dans sa mise en œuvre. Nous ne gardons que ce qui va dans le sens d’une amélioration de la qualité de l’enseignement et d’une plus grande autonomie de ses acteurs. Qui, mieux qu’un enseignant face à sa classe, sait quelle est la meilleure manière de tirer ses élèves vers le haut ? Pendant quinze ans, on a fliqué les directeurs d’école, les assommant

avec des charges administratives de plus en plus lourdes, les obligeant à rendre des comptes en permanence. Il est très important de leur redonner la possibilité d’être réellement acteurs, y compris pour choisir leurs équipes. En parlant de liberté, il faut aussi rétablir celle des parents quant au choix de l’école de leur enfant et, donc, supprimer l’actuel décret Ins-

criptions, purement technocratique et dont, en plus, l’objectif de mixité sociale n’est pas du tout atteint.

Comment le savez-vous ?

Parce que la réalité des quartiers est le critère déterminant et qu’on voit bien qu’il y a une sociologie similaire chez les enfants qui se retrouvent dans la même école.

Que faire, du coup : en revenir aux files devant les écoles les plus prisées ?

Nous proposons de tenir compte de critères familiaux, bien sûr, mais surtout de redonner plus de liberté aux directeurs et aux parents. Avec le décret, on a donné la mauvaise réponse à un problème très minoritaire. Si quelques écoles posaient problème, c’est là qu’il fallait intervenir au lieu de mettre le bazar partout.

→ Les 10 propositions concrètes du MR : renforcer l’apprentissage des savoirs de base, supprimer le décret Inscriptions, renforcer le CEB en fin de 6^e primaire, refuser l’allongement du tronc commun jusqu’à quinze ans, généraliser l’enseignement en alternance dans le qualifiant, rénover les bâtiments scolaires, lutter contre la pénurie d’enseignants, réduire le minerval pour les études menant à des métiers en pénurie, mettre les nouvelles technologies au cœur des apprentissages et pratiquer la tolérance zéro pour le racket, le harcèlement et la violence.

“Nous remettrons en cause l’allongement du tronc commun.”

Charles Michel
Président du MR
et Premier ministre